



Convention de mise à disposition individuelle ascendante de plein droit de personnel Enfance-Jeunesse entre la Communauté de communes du Val d'Amboise et la commune de Amboise

Avenant

Entre la commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, dûment habilité par délibération du _____ ci-après dénommé « la commune ».

D'une part,

Et : La Communauté de communes du Val d'Amboise représentée par son Vice-Président, Thierry PRIEUR, dûment habilité par délibération en date du 07 juillet 2022 ci-après dénommé « l'EPCI ».

D'autre part,

PREAMBULE

Le 1er janvier 2015, la compétence accueil collectif de mineurs du mercredi après-midi et des vacances scolaires, ainsi que les actions et équipements destinés aux adolescents ont été transférés à la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Cette prise de compétence exclut le périscolaire (hors mercredi après-midi), la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires et la pause méridienne.

Il a donc fallu prévoir les modalités de gestion du personnel.

Il a été proposé en juin 2015 aux agents des communes membres exerçant plus de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » d'être transférés et de devenir des agents communautaires. Les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » n'ont pas fait l'objet d'une proposition de transfert, ils sont restés agents communaux.

Ainsi, les agents ayant refusé d'être transférés et les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » ont fait l'objet d'une mise à disposition individuelle de plein droit au profit de la Communauté de communes du Val d'Amboise pour la partie de leur temps de travail affectée aux activités relevant des compétences transférées.

Par un décret du 27 juin 2017, le directeur départemental des services de l'éducation nationale a la possibilité d'accorder une dérogation à l'organisation de la semaine de classe des écoles, pour un retour à la semaine de quatre jours.

Les 14 conseils municipaux des communes de la Communauté de communes du Val d'Amboise ont sollicité cette dérogation pour revenir à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée scolaire 2018-2019.

Au regard des délibérations adoptées par ses communes membres, la Communauté de communes du Val d'Amboise a modifié ses statuts par une délibération du 29 mars 2018 afin d'élargir la compétence « Accueils collectifs de mineurs des vacances scolaires et des mercredis après-midi » à la journée complète du mercredi.

Cette modification statutaire a engendré à la rentrée 2018-2019 des modifications d'organisation et d'emplois du temps des agents communaux et a fortiori des temps de mises à disposition au sein de la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Pour la rentrée 2022-2023, de nouvelles modifications d'organisation sont intervenues notamment au sein du service périscolaire de la commune d'Amboise. Dans ce cadre, il convient de modifier les conventions de mise à disposition individuelles ascendantes et descendantes de plein droit prises en application de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article 11 des conventions susmentionnées, ces dernières peuvent faire l'objet de modification par voie d'avenant.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} :

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli les avis des comités techniques compétents, la commune met à disposition de l'EPCI, Madame Aline GAUDELAS, à raison de 16 % de son temps de travail au lieu de 13%.

Article 2 :

Cet avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 3 :

Les autres termes de la convention restent inchangés.

A Nazelles-Négron, le 15 JUL. 2022

Pour la Communauté de communes
du Val d'Amboise

Pour la commune d'Amboise

Le Vice-Président,

Le Maire,





Convention de mise à disposition individuelle ascendante de plein droit de personnel Enfance-Jeunesse entre la Communauté de communes du Val d'Amboise et la commune de Amboise

Avenant

Entre la commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, dûment habilité par délibération du _____ ci-après dénommé « la commune ».

D'une part,

Et : La Communauté de communes du Val d'Amboise représentée par son Vice-Président, Thierry PRIEUR, dûment habilité par délibération en date du 07 juillet 2022 ci-après dénommé « l'EPCI ».

D'autre part,

PREAMBULE

Le 1er janvier 2015, la compétence accueil collectif de mineurs du mercredi après-midi et des vacances scolaires, ainsi que les actions et équipements destinés aux adolescents ont été transférés à la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Cette prise de compétence exclut le périscolaire (hors mercredi après-midi), la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires et la pause méridienne.

Il a donc fallu prévoir les modalités de gestion du personnel.

Il a été proposé en juin 2015 aux agents des communes membres exerçant plus de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » d'être transférés et de devenir des agents communautaires. Les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » n'ont pas fait l'objet d'une proposition de transfert, ils sont restés agents communaux.

Ainsi, les agents ayant refusé d'être transférés et les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » ont fait l'objet d'une mise à disposition individuelle de plein droit au profit de la Communauté de communes du Val d'Amboise pour la partie de leur temps de travail affectée aux activités relevant des compétences transférées.

Par un décret du 27 juin 2017, le directeur départemental des services de l'éducation nationale a la possibilité d'accorder une dérogation à l'organisation de la semaine de classe des écoles, pour un retour à la semaine de quatre jours.

Les 14 conseils municipaux des communes de la Communauté de communes du Val d'Amboise ont sollicité cette dérogation pour revenir à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée scolaire 2018-2019.

Au regard des délibérations adoptées par ses communes membres, la Communauté de communes du Val d'Amboise a modifié ses statuts par une délibération du 29 mars 2018 afin d'élargir la compétence « Accueils collectifs de mineurs des vacances scolaires et des mercredis après-midi » à la journée complète du mercredi.

Cette modification statutaire a engendré à la rentrée 2018-2019 des modifications d'organisation et d'emplois du temps des agents communaux et a fortiori des temps de mises à disposition au sein de la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Pour la rentrée 2022-2023, de nouvelles modifications d'organisation sont intervenues notamment au sein du service périscolaire de la commune d'Amboise. Dans ce cadre, il convient de modifier les conventions de mise à disposition individuelles ascendantes et descendantes de plein droit prises en application de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article 11 des conventions susmentionnées, ces dernières peuvent faire l'objet de modification par voie d'avenant.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} :

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli les avis des comités techniques compétents, la commune met à disposition de l'EPCI, Madame Marion RIVRAIS, à raison de 20 % de son temps de travail au lieu de 22%.

Article 2 :

Cet avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 3 :

Les autres termes de la convention restent inchangés.

A Nazelles-Négron, le 15 JUL. 2022

Pour la Communauté de communes
du Val d'Amboise

Pour la commune d'Amboise

Le Vice-Président,
Thierry PRIEUR

Le Maire,
Thierry BOUTARD





Convention de mise à disposition individuelle ascendante de plein droit de personnel Enfance-Jeunesse entre la Communauté de communes du Val d'Amboise et la commune de Amboise

Avenant

Entre la commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, dûment habilité par délibération du _____ ci-après dénommé « la commune ».

D'une part,

Et : La Communauté de communes du Val d'Amboise représentée par son Vice-Président, Thierry PRIEUR, dûment habilité par délibération en date du 07 juillet 2022 ci-après dénommé « l'EPCI ».

D'autre part,

PREAMBULE

Le 1er janvier 2015, la compétence accueil collectif de mineurs du mercredi après-midi et des vacances scolaires, ainsi que les actions et équipements destinés aux adolescents ont été transférés à la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Cette prise de compétence exclut le périscolaire (hors mercredi après-midi), la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires et la pause méridienne.

Il a donc fallu prévoir les modalités de gestion du personnel.

Il a été proposé en juin 2015 aux agents des communes membres exerçant plus de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » d'être transférés et de devenir des agents communautaires. Les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » n'ont pas fait l'objet d'une proposition de transfert, ils sont restés agents communaux.

Ainsi, les agents ayant refusé d'être transférés et les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » ont fait l'objet d'une mise à disposition individuelle de plein droit au profit de la Communauté de communes du Val d'Amboise pour la partie de leur temps de travail affectée aux activités relevant des compétences transférées.

Par un décret du 27 juin 2017, le directeur départemental des services de l'éducation nationale a la possibilité d'accorder une dérogation à l'organisation de la semaine de classe des écoles, pour un retour à la semaine de quatre jours.

Les 14 conseils municipaux des communes de la Communauté de communes du Val d'Amboise ont sollicité cette dérogation pour revenir à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée scolaire 2018-2019.

Au regard des délibérations adoptées par ses communes membres, la Communauté de communes du Val d'Amboise a modifié ses statuts par une délibération du 29 mars 2018 afin d'élargir la compétence « Accueils collectifs de mineurs des vacances scolaires et des mercredis après-midi » à la journée complète du mercredi.

Cette modification statutaire a engendré à la rentrée 2018-2019 des modifications d'organisation et d'emplois du temps des agents communaux et a fortiori des temps de mises à disposition au sein de la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Pour la rentrée 2022-2023, de nouvelles modifications d'organisation sont intervenues notamment au sein du service périscolaire de la commune d'Amboise. Dans ce cadre, il convient de modifier les conventions de mise à disposition individuelles ascendantes et descendantes de plein droit prises en application de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article 11 des conventions susmentionnées, ces dernières peuvent faire l'objet de modification par voie d'avenant.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} :

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli les avis des comités techniques compétents, la commune met à disposition de l'EPCI, Madame Lucie GRANDO, à raison de 16 % de son temps de travail au lieu de 40%.

Article 2 :

Cet avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 3 :

Les autres termes de la convention restent inchangés.

A Nazelles-Négron, le 15 JUN 2022

Pour la Communauté de communes
du Val d'Amboise

Pour la commune d'Amboise

Le Vice-Président,
Thierry PRIEUR

Le Maire,
Thierry BOUTARD





Convention de mise à disposition individuelle ascendante de plein droit de personnel Enfance-Jeunesse entre la Communauté de communes du Val d'Amboise et la commune de Amboise

Avenant

Entre la commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, dûment habilité par délibération du _____ ci-après dénommé « la commune ».

D'une part,

Et : La Communauté de communes du Val d'Amboise représentée par son Vice-Président, Thierry PRIEUR, dûment habilité par délibération en date du 07 juillet 2022 ci-après dénommé « l'EPCI ».

D'autre part,

PREAMBULE

Le 1er janvier 2015, la compétence accueil collectif de mineurs du mercredi après-midi et des vacances scolaires, ainsi que les actions et équipements destinés aux adolescents ont été transférés à la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Cette prise de compétence exclut le périscolaire (hors mercredi après-midi), la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires et la pause méridienne.

Il a donc fallu prévoir les modalités de gestion du personnel.

Il a été proposé en juin 2015 aux agents des communes membres exerçant plus de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » d'être transférés et de devenir des agents communautaires. Les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » n'ont pas fait l'objet d'une proposition de transfert, ils sont restés agents communaux.

Ainsi, les agents ayant refusé d'être transférés et les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » ont fait l'objet d'une mise à disposition individuelle de plein droit au profit de la Communauté de communes du Val d'Amboise pour la partie de leur temps de travail affectée aux activités relevant des compétences transférées.

Par un décret du 27 juin 2017, le directeur départemental des services de l'éducation nationale a la possibilité d'accorder une dérogation à l'organisation de la semaine de classe des écoles, pour un retour à la semaine de quatre jours.

Les 14 conseils municipaux des communes de la Communauté de communes du Val d'Amboise ont sollicité cette dérogation pour revenir à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée scolaire 2018-2019.

Au regard des délibérations adoptées par ses communes membres, la Communauté de communes du Val d'Amboise a modifié ses statuts par une délibération du 29 mars 2018 afin d'élargir la compétence « Accueils collectifs de mineurs des vacances scolaires et des mercredis après-midi » à la journée complète du mercredi.

Cette modification statutaire a engendré à la rentrée 2018-2019 des modifications d'organisation et d'emplois du temps des agents communaux et a fortiori des temps de mises à disposition au sein de la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Pour la rentrée 2022-2023, de nouvelles modifications d'organisation sont intervenues notamment au sein du service périscolaire de la commune d'Amboise. Dans ce cadre, il convient de modifier les conventions de mise à disposition individuelles ascendantes et descendantes de plein droit prises en application de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article 11 des conventions susmentionnées, ces dernières peuvent faire l'objet de modification par voie d'avenant.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} :

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli les avis des comités techniques compétents, la commune met à disposition de l'EPCI, Monsieur Thierry WATTEBLED DE DUCLA, à raison de 11 % de son temps de travail au lieu de 38%.

Article 2 :

Cet avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 3 :

Les autres termes de la convention restent inchangés.

A Nazelles-Négron, le 15 JUL. 2022

Pour la Communauté de communes
du Val d'Amboise

Pour la commune d'Amboise

Le Vice-Président,
Thierry PRIEUR

Le Maire,
Thierry BOUTARD





Convention de mise à disposition individuelle ascendante de plein droit de personnel Enfance-Jeunesse entre la Communauté de communes du Val d'Amboise et la commune de Amboise

Avenant

Entre la commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, dûment habilité par délibération du _____ ci-après dénommé « la commune ».

D'une part,

Et : La Communauté de communes du Val d'Amboise représentée par son Vice-Président, Thierry PRIEUR, dûment habilité par délibération en date du 07 juillet 2022 ci-après dénommé « l'EPCI ».

D'autre part,

PREAMBULE

Le 1er janvier 2015, la compétence accueil collectif de mineurs du mercredi après-midi et des vacances scolaires, ainsi que les actions et équipements destinés aux adolescents ont été transférés à la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Cette prise de compétence exclut le périscolaire (hors mercredi après-midi), la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires et la pause méridienne.

Il a donc fallu prévoir les modalités de gestion du personnel.

Il a été proposé en juin 2015 aux agents des communes membres exerçant plus de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » d'être transférés et de devenir des agents communautaires. Les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » n'ont pas fait l'objet d'une proposition de transfert, ils sont restés agents communaux.

Ainsi, les agents ayant refusé d'être transférés et les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » ont fait l'objet d'une mise à disposition individuelle de plein droit au profit de la Communauté de communes du Val d'Amboise pour la partie de leur temps de travail affectée aux activités relevant des compétences transférées.

Par un décret du 27 juin 2017, le directeur départemental des services de l'éducation nationale a la possibilité d'accorder une dérogation à l'organisation de la semaine de classe des écoles, pour un retour à la semaine de quatre jours.

Les 14 conseils municipaux des communes de la Communauté de communes du Val d'Amboise ont sollicité cette dérogation pour revenir à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée scolaire 2018-2019.

Au regard des délibérations adoptées par ses communes membres, la Communauté de communes du Val d'Amboise a modifié ses statuts par une délibération du 29 mars 2018 afin d'élargir la compétence « Accueils collectifs de mineurs des vacances scolaires et des mercredis après-midi » à la journée complète du mercredi.

Cette modification statutaire a engendré à la rentrée 2018-2019 des modifications d'organisation et d'emplois du temps des agents communaux et a fortiori des temps de mises à disposition au sein de la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Pour la rentrée 2022-2023, de nouvelles modifications d'organisation sont intervenues notamment au sein du service périscolaire de la commune d'Amboise. Dans ce cadre, il convient de modifier les conventions de mise à disposition individuelles ascendantes et descendantes de plein droit prises en application de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article 11 des conventions susmentionnées, ces dernières peuvent faire l'objet de modification par voie d'avenant.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} :

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli les avis des comités techniques compétents, la commune met à disposition de l'EPCI, Madame Alison MESSAGER, à raison de 36 % de son temps de travail au lieu de 34%.

Article 2 :

Cet avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 3 :

Les autres termes de la convention restent inchangés.

A Nazelles-Négron, le 15 JUL. 2022

Pour la Communauté de communes
du Val d'Amboise

Pour la commune d'Amboise

Le Vice-Président,
Thierry PRIEUR

Le Maire,
Thierry BOUTARD





Convention de mise à disposition individuelle descendante de plein droit de personnel Enfance-Jeunesse entre la Communauté de communes du Val d'Amboise et la commune de Amboise

Avenant

Entre la commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, dûment habilité par délibération du _____ ci-après dénommé « la commune ».

D'une part,

Et : La Communauté de communes du Val d'Amboise représentée par son Vice-Président, Thierry PRIEUR, dûment habilité par délibération en date du 07 juillet 2022 ci-après dénommé « l'EPCI ».

D'autre part,

PREAMBULE

Le 1er janvier 2015, la compétence accueil collectif de mineurs du mercredi après-midi et des vacances scolaires, ainsi que les actions et équipements destinés aux adolescents ont été transférés à la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Cette prise de compétence exclut le périscolaire (hors mercredi après-midi), la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires et la pause méridienne.

Il a donc fallu prévoir les modalités de gestion du personnel.

Il a été proposé en juin 2015 aux agents des communes membres exerçant plus de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » d'être transférés et de devenir des agents communautaires. Les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » n'ont pas fait l'objet d'une proposition de transfert, ils sont restés agents communaux.

Ainsi, les agents ayant refusé d'être transférés et les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » ont fait l'objet d'une mise à disposition individuelle de plein droit au profit de la Communauté de communes du Val d'Amboise pour la partie de leur temps de travail affectée aux activités relevant des compétences transférées.

Par un décret du 27 juin 2017, le directeur départemental des services de l'éducation nationale a la possibilité d'accorder une dérogation à l'organisation de la semaine de classe des écoles, pour un retour à la semaine de quatre jours.

Les 14 conseils municipaux des communes de la Communauté de communes du Val d'Amboise ont sollicité cette dérogation pour revenir à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée scolaire 2018-2019.

Au regard des délibérations adoptées par ses communes membres, la Communauté de communes du Val d'Amboise a modifié ses statuts par une délibération du 29 mars 2018 afin d'élargir la compétence « Accueils collectifs de mineurs des vacances scolaires et des mercredis après-midi » à la journée complète du mercredi.

Cette modification statutaire a engendré à la rentrée 2018-2019 des modifications d'organisation et d'emplois du temps des agents communaux et a fortiori des temps de mises à disposition au sein de la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Pour la rentrée 2022-2023, de nouvelles modifications d'organisation sont intervenues notamment au sein du service périscolaire de la commune d'Amboise. Dans ce cadre, il convient de modifier les conventions de mise à disposition individuelles ascendantes et descendantes de plein droit prises en application de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article 11 des conventions susmentionnées, ces dernières peuvent faire l'objet de modification par voie d'avenant.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} :

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli les avis des comités techniques compétents, l'EPCI met à disposition de la commune, Madame Marie-Laure TREHOT, à raison de 55 % de son temps de travail au lieu de 54%.

Article 2 :

Cet avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 3 :

Les autres termes de la convention restent inchangés.

A Nazelles-Négron, le 15 JUL. 2022

Pour la Communauté de communes
du Val d'Amboise

Pour la commune d'Amboise

Le Vice-Président,
Thierry PRIEUR

Le Maire,
Thierry BOUTARD





Convention de mise à disposition individuelle descendante de plein droit de personnel Enfance-Jeunesse entre la Communauté de communes du Val d'Amboise et la commune de Amboise

Avenant

Entre la commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, dûment habilité par délibération du _____ ci-après dénommé « la commune ».

D'une part,

Et : La Communauté de communes du Val d'Amboise représentée par son Vice-Président, Thierry PRIEUR, dûment habilité par délibération en date du 07 juillet 2022 ci-après dénommé « l'EPCI ».

D'autre part,

PREAMBULE

Le 1er janvier 2015, la compétence accueil collectif de mineurs du mercredi après-midi et des vacances scolaires, ainsi que les actions et équipements destinés aux adolescents ont été transférés à la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Cette prise de compétence exclut le périscolaire (hors mercredi après-midi), la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires et la pause méridienne.

Il a donc fallu prévoir les modalités de gestion du personnel.

Il a été proposé en juin 2015 aux agents des communes membres exerçant plus de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » d'être transférés et de devenir des agents communautaires. Les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » n'ont pas fait l'objet d'une proposition de transfert, ils sont restés agents communaux.

Ainsi, les agents ayant refusé d'être transférés et les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » ont fait l'objet d'une mise à disposition individuelle de plein droit au profit de la Communauté de communes du Val d'Amboise pour la partie de leur temps de travail affectée aux activités relevant des compétences transférées.

Par un décret du 27 juin 2017, le directeur départemental des services de l'éducation nationale a la possibilité d'accorder une dérogation à l'organisation de la semaine de classe des écoles, pour un retour à la semaine de quatre jours.

Les 14 conseils municipaux des communes de la Communauté de communes du Val d'Amboise ont sollicité cette dérogation pour revenir à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée scolaire 2018-2019.

Au regard des délibérations adoptées par ses communes membres, la Communauté de communes du Val d'Amboise a modifié ses statuts par une délibération du 29 mars 2018 afin d'élargir la compétence « Accueils collectifs de mineurs des vacances scolaires et des mercredis après-midi » à la journée complète du mercredi.

Cette modification statutaire a engendré à la rentrée 2018-2019 des modifications d'organisation et d'emplois du temps des agents communaux et a fortiori des temps de mises à disposition au sein de la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Pour la rentrée 2022-2023, de nouvelles modifications d'organisation sont intervenues notamment au sein du service périscolaire de la commune d'Amboise. Dans ce cadre, il convient de modifier les conventions de mise à disposition individuelles ascendantes et descendantes de plein droit prises en application de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article 11 des conventions susmentionnées, ces dernières peuvent faire l'objet de modification par voie d'avenant.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} :

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli les avis des comités techniques compétents, l'EPCI met à disposition de la commune, Madame Claire RUMINUS, à raison de 43 % de son temps de travail au lieu de 59%.

Article 2 :

Cet avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 3 :

Les autres termes de la convention restent inchangés.

A Nazelles-Négron, le 15 JUL. 2022

Pour la Communauté de communes
du Val d'Amboise

Pour la commune d'Amboise

Le Vice-Président,
Thierry PRIEUR

Le Maire,
Thierry BOUTARD





Convention de mise à disposition individuelle descendante de plein droit de personnel Enfance-Jeunesse entre la Communauté de communes du Val d'Amboise et la commune de Amboise

Avenant

Entre la commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, dûment habilité par délibération du _____ ci-après dénommé « la commune ».

D'une part,

Et : La Communauté de communes du Val d'Amboise représentée par son Vice-Président, Thierry PRIEUR, dûment habilité par délibération en date du 07 juillet 2022 ci-après dénommé « l'EPCI ».

D'autre part,

PREAMBULE

Le 1er janvier 2015, la compétence accueil collectif de mineurs du mercredi après-midi et des vacances scolaires, ainsi que les actions et équipements destinés aux adolescents ont été transférés à la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Cette prise de compétence exclut le périscolaire (hors mercredi après-midi), la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires et la pause méridienne.

Il a donc fallu prévoir les modalités de gestion du personnel.

Il a été proposé en juin 2015 aux agents des communes membres exerçant plus de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » d'être transférés et de devenir des agents communautaires. Les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » n'ont pas fait l'objet d'une proposition de transfert, ils sont restés agents communaux.

Ainsi, les agents ayant refusé d'être transférés et les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » ont fait l'objet d'une mise à disposition individuelle de plein droit au profit de la Communauté de communes du Val d'Amboise pour la partie de leur temps de travail affectée aux activités relevant des compétences transférées.

Par un décret du 27 juin 2017, le directeur départemental des services de l'éducation nationale a la possibilité d'accorder une dérogation à l'organisation de la semaine de classe des écoles, pour un retour à la semaine de quatre jours.

Les 14 conseils municipaux des communes de la Communauté de communes du Val d'Amboise ont sollicité cette dérogation pour revenir à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée scolaire 2018-2019.

Au regard des délibérations adoptées par ses communes membres, la Communauté de communes du Val d'Amboise a modifié ses statuts par une délibération du 29 mars 2018 afin d'élargir la compétence « Accueils collectifs de mineurs des vacances scolaires et des mercredis après-midi » à la journée complète du mercredi.

Cette modification statutaire a engendré à la rentrée 2018-2019 des modifications d'organisation et d'emplois du temps des agents communaux et a fortiori des temps de mises à disposition au sein de la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Pour la rentrée 2022-2023, de nouvelles modifications d'organisation sont intervenues notamment au sein du service périscolaire de la commune d'Amboise. Dans ce cadre, il convient de modifier les conventions de mise à disposition individuelles ascendantes et descendantes de plein droit prises en application de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article 11 des conventions susmentionnées, ces dernières peuvent faire l'objet de modification par voie d'avenant.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} :

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli les avis des comités techniques compétents, l'EPCI met à disposition de la commune, Monsieur Florian DAUMAIN, à raison de 54 % de son temps de travail au lieu de 40%.

Article 2 :

Cet avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 3 :

Les autres termes de la convention restent inchangés.

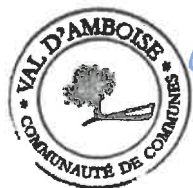
A Nazelles-Négron, le 15 JUL. 2022

Pour la Communauté de communes
du Val d'Amboise

Pour la commune d'Amboise

Le Vice-Président,
Thierry PRIEUR

Le Maire,
Thierry BOUTARD





Convention de mise à disposition individuelle descendante de plein droit de personnel Enfance-Jeunesse entre la Communauté de communes du Val d'Amboise et la commune de Amboise

Avenant

Entre la commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, dûment habilité par délibération du _____ ci-après dénommé « la commune ».

D'une part,

Et : La Communauté de communes du Val d'Amboise représentée par son Vice-Président, Thierry PRIEUR, dûment habilité par délibération en date du 07 juillet 2022 ci-après dénommé « l'EPCI ».

D'autre part,

PREAMBULE

Le 1er janvier 2015, la compétence accueil collectif de mineurs du mercredi après-midi et des vacances scolaires, ainsi que les actions et équipements destinés aux adolescents ont été transférés à la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Cette prise de compétence exclut le périscolaire (hors mercredi après-midi), la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires et la pause méridienne.

Il a donc fallu prévoir les modalités de gestion du personnel.

Il a été proposé en juin 2015 aux agents des communes membres exerçant plus de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » d'être transférés et de devenir des agents communautaires. Les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » n'ont pas fait l'objet d'une proposition de transfert, ils sont restés agents communaux.

Ainsi, les agents ayant refusé d'être transférés et les agents exerçant moins de 50% de leurs fonctions sur l'activité « ALSH » ont fait l'objet d'une mise à disposition individuelle de plein droit au profit de la Communauté de communes du Val d'Amboise pour la partie de leur temps de travail affectée aux activités relevant des compétences transférées.

Par un décret du 27 juin 2017, le directeur départemental des services de l'éducation nationale a la possibilité d'accorder une dérogation à l'organisation de la semaine de classe des écoles, pour un retour à la semaine de quatre jours.

Les 14 conseils municipaux des communes de la Communauté de communes du Val d'Amboise ont sollicité cette dérogation pour revenir à la semaine de quatre jours à compter de la rentrée scolaire 2018-2019.

Au regard des délibérations adoptées par ses communes membres, la Communauté de communes du Val d'Amboise a modifié ses statuts par une délibération du 29 mars 2018 afin d'élargir la compétence « Accueils collectifs de mineurs des vacances scolaires et des mercredis après-midi » à la journée complète du mercredi.

Cette modification statutaire a engendré à la rentrée 2018-2019 des modifications d'organisation et d'emplois du temps des agents communaux et a fortiori des temps de mises à disposition au sein de la Communauté de communes du Val d'Amboise.

Pour la rentrée 2022-2023, de nouvelles modifications d'organisation sont intervenues notamment au sein du service périscolaire de la commune d'Amboise. Dans ce cadre, il convient de modifier les conventions de mise à disposition individuelles ascendantes et descendantes de plein droit prises en application de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article 11 des conventions susmentionnées, ces dernières peuvent faire l'objet de modification par voie d'avenant.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} :

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli les avis des comités techniques compétents, l'EPCI met à disposition de la commune, Monsieur Dylan DESVOEUX, à raison de 42 % de son temps de travail au lieu de 51%.

Article 2 :

Cet avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 3 :

Les autres termes de la convention restent inchangés.

A Nazelles-Négron, le 15 JUL. 2022

Pour la Communauté de communes
du Val d'Amboise

Pour la commune d'Amboise

Le Vice-Président,
Thierry PRIEUR

Le Maire,
Thierry BOUTARD

